

« TENDANCES DE L'ORIENT »

La stratégie de résistance de la Syrie

par Pierre Khalaf

PARTENAIRES | BEYROUTH (LIBAN) | 16 JUILLET 2012

ENGLISH



La stratégie de résistance de la Syrie

Par Ghaleb Kandil

La résistance qu'oppose la Syrie à l'agression impérialiste et à ses auxiliaires enregistre des progrès sur plusieurs fronts, ce qui dénote une stratégie de longue haleine mise en place dans la gestion du conflit, basée sur les équations, les équilibres et les capacités nécessaires pour faire échouer le complot.

Le commandement syrien est ainsi attaché au processus de réforme et, par conséquent, à la solution politique. Aussi, continue-t-il d'appeler au dialogue national et au partenariat pour dessiner les contours de l'avenir syrien. Le commandement œuvre en faveur de la réconciliation nationale sur le terrain, ce qui explique son attachement au plan de Kofi Annan qu'il a appuyé dès le premier moment, bien que l'émissaire et les observateurs internationaux cèdent souvent aux pressions US ou occidentales.

Les faits montrent sans l'ombre d'un doute que depuis le 12 avril, l'État syrien est apparu comme la partie la plus soucieuse de stopper l'hémorragie et de mettre un terme au cercle de la violence. En revanche, les groupes armés téléguidés par l'étranger tirent à boulets rouges contre le plan Annan depuis le début, appellent et œuvrent pour son torpillage et plaident pour une intervention et une invasion du pays par les forces de l'Otan et refusent le dialogue.

Cette attitude du pouvoir syrien trouve un écho favorable au sein de l'opinion publique syrienne qui est de plus en plus attachée au retour de la stabilité et du calme. La majorité des Syriens, victimes des escadrons de la mort sur le terrain, connaissent bien la nature de mercenaires de ces groupes armés et des opposants de salons qui étalent leurs divergences lors de conférences et de congrès organisés par la CIA et financés par les pétromonarchies anachroniques du Golfe.

Selon des informations sûres, le commandement syrien est désormais au courant des moindres détails de la situation sur le terrain : déploiement, types d'armements disponibles, emplacement des chambres d'opérations (qui se trouvent en majorité en Turquie) sous la direction de la CIA, identités des meneurs, syriens et étrangers, voies de ravitaillement, passages utilisés pour le trafic d'armes et d'hommes...

Le plan du commandement syrien est de détruire la plupart des fiefs des insurgés, de contrôler les axes routiers internationaux, et d'encercler les principaux foyers tenus par les rebelles, dont les effectifs sont estimés à 7000 hommes en arme.

Après avoir repris le contrôle de la campagne de Damas, où ont été découverts d'immenses dépôts d'armes, des chambres d'opération et des hôpitaux souterrains, l'effort se dirige actuellement vers Homs, pour la pacifier et reprendre le contrôle des quartiers encore sous le contrôle des insurgés, qui s'y livrent à de nombreuses exactions et atrocités. Dans le même temps, de vastes opérations se déroulent à la frontière avec la Turquie, d'où passent hommes, argent et armes.

La situation des rebelles a atteint un tel état de faiblesse et de

dispersement, que les opposants qui habitent dans les 5 étoiles, multiplient les déclarations sur « *l'imminence* » de la bataille de Damas qui sera « *décisive* ». De telles rodomontades soulèvent les sourires des responsables syriens, qui savent parfaitement que le but de ces propos est de remonter le moral des insurgés et de se livrer à une opération d'intox dans l'espoir de faire diversion et de faire baisser la pression sur les fiefs encerclés.

Les opérations qui se déroulent dans le quartier de Midane, à Damas, loin des caméras et du tapage médiatique, jouissent du soutien de la population, qui voit d'un mauvais œil l'infiltration de rebelles armés étrangers aux quartiers, et parfois même à la Syrie.

Pendant ce temps, le nouveau gouvernement poursuit son action conformément à un plan détaillé visant à fournir aux Syriens les moyens de résister économiquement, afin de pouvoir résister militairement sur le long terme.

Et pour compléter ce dispositif intégré de résistance, des messages ont été adressés à l'étranger, notamment à ceux qui rêvent encore d'une invasion de la Syrie, à travers de vastes manœuvres terrestres, navales et aériennes, avec la participation des unités de tirs de missiles et de chasseurs-bombardiers.

Déclarations et prises de positions

Michel Aoun, leader chrétien libanais

« Les États-Unis tentent de créer une zone sécurisée au Liban-Nord, afin de s'ingérer dans le conflit syrien et de rééditer l'expérience des années 1970 lorsque le Liban était devenu une terre ouverte à tous les étrangers. Ce sont des considérations économiques et de sécurité qui nourrissent aujourd'hui le conflit syrien, sous des prétextes d'institution de la démocratie et de sauvegarde des droits de l'homme. La guerre en Syrie prendra fin lorsque les États-Unis, la Russie et la Chine parviendront à un accord qui les arrangera. Une telle entente permettra de pousser les mercenaires et les mouvements takfiristes, tels el-Qaïda, vers la Syrie où ils seront liquidés. »

Amine Gemayel, ancien président de la République

« Le fait d'entraîner l'armée dans les méandres confessionnels n'est ni utile ni constructif. Le problème n'est pas dans l'armée, mais dans l'état d'esprit qui bafoue les institutions de l'État, dans toute leur diversité. Envoyer l'armée à la frontière avec la Syrie sans une couverture claire la place dans une situation de confrontation avec toutes les parties. D'ailleurs, lorsque nous avons prôné la neutralité du Liban, c'était pour le protéger des retombées de la crise syrienne. »

Fouad Siniora, ancien Premier ministre libanais

« Si le Liban n'en est pas sorti vaincu de la guerre de juillet 2006, le mérite en revient à la solidarité dont les Libanais ont su faire preuve à l'époque. C'est surtout cette solidarité qui a donné au gouvernement l'élan et la détermination nécessaire pour obliger Israël à accepter les clauses de la résolution 1701. »

Patrice Paoli, ambassadeur de France au Liban

« Les événements au Liban-Nord sont inquiétants. Les armes doivent être sous la seule responsabilité de l'État. Nous nous sommes félicités du rôle de l'armée et des FSI. Nous avons également salué l'engagement des forces politiques qui se sont retrouvées autour de la table du dialogue à Baabda et qui ont tenu un seul langage pour apaiser la situation. Nous pensons aussi que deux éléments sont importants pour ramener la stabilité : le développement socio-économique dans une région qui est restée marginalisée et l'application de la justice. Bien sûr nous sommes inquiets et préoccupés par les menaces qui pèsent sur les chrétiens : des gens sont assassinés en raison de la pratique de leur foi ! C'est ce qui souligne l'urgence de trouver des solutions dans le cadre de la citoyenneté et du respect de la diversité. »

Revue de presse

As Safir (Quotidien libanais proche de la majorité, 13 juillet 2012)

La politique de distanciation libanaise vis-à-vis de la crise syrienne a reçu hier une dose de soutien franco-américain, qui fut le point commun à la visite du président de la République Michel Sleiman à

Paris et à celle du sous–secrétaire d’État US William Burns à Beyrouth... Des sources diplomatiques, s’exprimant au sujet de la visite de Burns, ont par ailleurs indiqué que tout comme Paris, Washington s’est félicité de voir le gouvernement libanais respecter, pour la 2e année consécutive, ses engagements internationaux, en premier lieu desquels la contribution au financement du TSL.

Entre–temps, la France réitérait son appui plein et entier au Liban et à sa stabilité. Selon le correspondant d’*As Safir* à Paris, Mohammed Ballout, le président libanais a clôturé sa courte visite à Paris par une rencontre avec le président François Hollande, suivie d’un dîner au Palais de l’Élysée. Son homologue français lui a redit à cette occasion l’appui infailible de la France au Liban dans ces circonstances difficiles compte tenu de ce qui se passe en Syrie.

Pour sa part, le président libanais a invité le président Hollande à Beyrouth, et ce dernier a promis de donner suite à cette invitation sans qu’aucune date ne soit encore fixée à cette fin. Sleiman a également été informé d’une visite prochaine du ministre français de la Défense Jean–Yves Le Drian au Liban. Il n’a par contre reçu aucune promesse française spécifique au sujet de l’armement de l’armée libanaise, et en particulier l’octroi à cette armée des missiles dont sont normalement dotés les hélicoptères Gazelle de fabrication française. Interrogé sur le fait de savoir s’il a évoqué avec les responsables français l’affaire du détenu politique libanais Georges Ibrahim Abdallah, Sleiman a répondu que cette affaire était en train de suivre son cours juridique normal et qu’il était préférable qu’elle soit traitée en silence.

Il a par ailleurs nié tout déploiement de l’ASL sur le sol libanais, au nord du pays notamment, et ajouté : « Tant que l’Armée libanaise est déployée, il n’y aura pas d’opération militaire syrienne au Liban nord ».

Sur la question des assassinats, qu’il a qualifiée de sérieuse, il a mis l’accent sur la remise des données des télécommunications aux services de sécurité dans le respect des contraintes judiciaires et juridiques.

Il a en outre précisé qu’il n’y a pas eu de revendications de la part de la France, qui a uniquement à cœur la stabilité, la souveraineté et la sécurité du Liban. Le Président français, a–t–il ajouté, l’a

interrogé au sujet de la situation en Syrie, et sa réponse fut la suivante : la Syrie s'achemine vers la démocratie, et il est nécessaire d'y éviter le recours à la violence et d'y élargir la marge de la démocratie, tout en parrainant le processus politique sous la supervision des Nations unies dans le but de parvenir à une Constitution acceptée par tous les Syriens. Il s'est par ailleurs opposé à toute intervention militaire internationale dans la crise syrienne.

Le président français l'a rassuré quant au maintien de la Finul au Liban-Sud. Pour sa part, il a expliqué aux autorités françaises la difficulté de continuer à aider les réfugiés syriens, pour des raisons purement financières, et a souligné la nécessité de venir en aide au Liban qui ne peut pas porter ce fardeau tout seul.

Au président français qui s'enquérissait au sujet de la situation au Liban, le président Sleiman a répondu : « Le Liban n'est pas au bord d'une guerre civile. Pour la première fois depuis l'indépendance, des troubles ont lieu en Syrie et non pas au Liban, et tous les événements en cours au Liban ne constituent pas des troubles sécuritaires, étant donné qu'aucune partie ne brandit des revendications liées à des privilèges déterminés, et que l'accord de Taëf a associé toutes les parties à l'administration du pays. Les incidents sécuritaires resteront donc sous contrôle ». Sleiman a enfin considéré que le blocage gouvernemental était dû à la forte opposition à l'action du gouvernement.

As Safir (13 juillet 2012)

Hikmat Obeid

Une source qui a suivi de près les concertations qui ont abouti à l'adoption par le Conseil des ministres de la décision de l'élargissement de l'enquête dans l'affaire de la mort des deux cheikh à Koweikhat, que le président Michel Sleiman y a joué un rôle clé, en assurant la couverture à l'Armée libanaise. Le président aurait même menacé de retirer la troupe du Akkar, si les atteintes contre les officiers et les militaires se poursuivaient dans la région. Selon d'autres sources, un haut responsable libanais aurait transmis un message clair aux parties concernées au Liban et à l'étranger, prévenant que le retrait de l'armée créera un vide dans la région du Akkar, et que conformément à la loi internationale,

l'armée syrienne aurait le droit, le cas échéant, de pénétrer le territoire libanais. Il aurait demandé dans ce cadre : « qui souhaiterait assumer la responsabilité d'un tel vide ? ». La solution magique issue du Conseil des ministres n'aurait pas été possible sans la position décisive du président de la République et sans l'intervention de personnalités diplomatiques, en particulier celle de l'ambassadeur saoudien à Beyrouth Ali Awad Assiri, qui ont tenté d'apaiser les tensions. Un cadre du Courant du futur a démenti pour sa part les informations selon lesquelles le parti a consenti des concessions ou a été aux prises avec des pressions, soulignant que la décision du Conseil des ministres avait pour objectif de circonscrire les répercussions socio-économiques de la décision des habitants de la région de bloquer les routes du Akkar ainsi que l'artère principale qui la lie à Tripoli. Il a répété que les députés du Bloc du Futur appellent à renvoyer le dossier « tôt ou tard » à la Cour de Justice. Par ailleurs, un juge concerné par l'affaire des deux cheikhs considère que le renvoi du dossier en question à la Cour de Justice sera une première dans l'histoire du Liban. Il contrevient aux textes des lois en vigueur, car la Cour de Justice n'est pas l'instance compétente pour statuer sur l'affaire. Avant de poursuivre que le Tribunal militaire fera par contre toute la lumière sur l'affaire.

As Safir (12 juillet 2012)

Nabil Haitham

Selon un expert militaire, la décision du gouvernement de déployer l'Armée libanaise aux frontières nord du pays peut être expliquée de plusieurs façons. Elle pourrait viser à ramener Akkar dans le giron de l'État libanais. Cette région était sur le point de se détacher du reste du pays, en raison de la prolifération des armes et des hommes armés, ainsi que des barrages mobiles et de la fermeture des routes.

Elle constitue en outre une tentative de la part du gouvernement de ménager le chou et la chèvre. La décision du déploiement de l'armée au nord a suivi celle de l'élargissement de l'enquête relative à la mort des deux cheikhs au Akkar, afin de dire à l'armée, d'une manière ou d'une autre, qu'elle est indispensable pour la protection du pays.

Elle a pour objectif de contenir les répercussions des mouvements de protestation qui ont accompagné la libération des militaires impliqués dans l'incident de Koweikhat. De même, elle a pour but d'apaiser les préoccupations des habitants du Akkar qui refusent de faire office de barricades et d'être pris entre les feux provenant des deux côtés de la frontière. Elle exprime la détermination des autorités politiques d'appliquer sérieusement la politique de dissociation, pour la 1ère fois depuis 18 mois. Elle écarte l'éventualité de la création d'une zone sûre dans la région.

Cependant, la mise à exécution de cette décision requiert les conditions suivantes : assurer une couverture politique à l'armée ; déclarer la zone du déploiement de l'armée « une zone militaire spéciale » ; assurer dans la région un environnement politique et populaire favorable à l'armée. Respect par les habitants et les responsables politiques des mesures qui accompagneront le déploiement de l'armée, y compris l'interdiction de la présence des hommes armés dans la région.

L'expert militaire conclut qu'à défaut de ces conditions, l'armée sera de nouveau confrontée à une épreuve de taille, qui pourra l'entraîner ainsi que le pays dans un dédale dangereux d'où il leur sera difficile de sortir.

Al Akhbar (Quotidien libanais proche de la majorité, 13 juillet 2012)

Nicolas Nassif

La décision du Conseil des ministres d'élargir l'enquête avec les officiers et les militaires dans l'affaire de la mort des deux cheikhs au Akkar constitue un dénouement pénible pour l'Armée et la justice ensemble. Il écrit que ceux qui sont contre l'idée du renvoi de ce dossier à la Cour de Justice, y compris le président Michel Sleiman, se basent dans leur position sur des éléments juridiques, mais aussi factuels et circonstanciels : l'incident de Koweikhat relève de la compétence du Tribunal militaire seul ; les cas qui relèvent de la compétence du Conseil de Justice sont, outre les actes terroristes et le fait de contacter l'ennemi, les actes visant à susciter une discorde sectaire ainsi que l'atteinte contre la sécurité de l'Etat. Ce qui n'est pas le cas de l'incident du Akkar.

Deux incidents similaires durant lesquels des militaires ont ouverts

le feu sur les civils sont survenus respectivement en 1993 à la banlieue sud et en 2007 à Mar Mikhaël, et n'ont pas été référés à la Cour de Justice.

Sanctionner des militaires qui ont exécuté des ordres émis du commandement de l'armée et transmis par leurs supérieurs hiérarchiques, constituera une première dangereuse.

A la suite de l'enquête, le juge d'instruction militaire n'a émis aucun acte d'accusation contre les militaires et les officiers. Ces derniers ont alors été libérés avant que le jugement ne soit rendu. Le Commandant en chef de l'armée a accélérer leur libération, compte tenu de l'exaspération qui s'emparait des officiers.

A l'ombre des développements qui ont accompagné la libération des officiers et militaires, plusieurs propositions ont été avancées, en vue de barrer la route à toute escalade politique sur la scène intérieure et contre l'armée, y compris celle de l'élargissement de l'enquête. Cette dernière a été retenue, sachant qu'elle contredit un principe constitutionnel essentiel, celui de la séparation des pouvoirs. Car l'application de cette décision suppose que le pouvoir exécutif intervienne auprès du pouvoir judiciaire pour lui demander d'élargir l'enquête. Le gouvernement a opté pour la solution la plus préjudiciable à l'armée, et qui s'est manifestée par l'arrestation de nouveau des militaires et des officiers, en se basant sur une décision politique. Le Commandant en Chef de l'armée avait refusé au début de renvoyer le dossier à la Cour de Justice. Il a fini par céder, laissant le Conseil des ministres assumer la responsabilité de sa décision.

Comment justifier l'élargissement de l'enquête, alors que toutes les données ont été épuisées durant les deux derniers mois, et que celle menée par le juge d'instruction militaire n'a abouti à aucun acte d'accusation ? Quels sont les éléments flous ou les nouvelles preuves qui étayaient la décision de l'élargissement de l'enquête ?

Al Akhbar (13 juillet 2012)

Le secrétaire général du Hezbollah, sayyed Hassan Nasrallah a évoqué l'affaire de la relation entre le Courant patriotique libre (CPL) et le Hezbollah pendant une réunion avec des cadres de son parti : le Hezbollah, a-t-il assuré, s'emploie à remédier à cette crise, et l'alliance avec le CPL est « stable et inébranlable ». Après

avoir souligné la nécessité de régler le différend actuel et de faire évoluer cette relation, sayyed Nasrallah a tenu à marquer la solidité de l'alliance Hezbollah–Amal, qu'il faut préserver, a-t-il dit, tout en cherchant activement à régler tout désaccord entre le Mouvement Amal et le CPL.

Les efforts engagés pour désamorcer la crise précitée se sont d'ailleurs poursuivis sans relâche. Mais le Hezbollah estime qu'il n'y a nul besoin d'une médiation entre le CPL et lui. Il l'a même fait comprendre à ses alliés qui lui avaient proposé leurs bons offices avec le général Michel Aoun... Les contacts avec le CPL ne se sont donc pas interrompus, et ont porté sur différents dossiers relatifs aussi bien au Conseil des ministres qu'au parlement, en passant par les nominations et, bien entendu, les travailleurs journaliers d'EDL (Electricité du Liban). Des sources informées font état d'une attitude positive du Hezbollah vis-à-vis des observations et des revendications du CPL, et de concertations avec le président Nabih Berry pour parvenir à une solution acceptée de tous.

En revanche, le bloc parlementaire du changement et de la réforme a de nouveau conditionné hier toute solution à la levée du sit-in des journaliers d'EDL, a appris *Al Akhbar* auprès de sources de ce bloc... Une réunion nocturne a d'ailleurs eu lieu avant-hier à Bickfaya entre le ministre de l'Énergie et de l'Eau Gebrane Bassil et les députés Ibrahim Kanaan, Georges Adwane et Sami Gemayel. Des sources proches des différentes parties ont expliqué que le dossier d'EDL ne fut pas le seul à l'agenda de cette réunion : il a également été question d'une coordination portant sur les affaires du Parlement, et le recours à la procédure de vote électronique y a été soulevé.

D'autres réunions sont prévues pour assurer le suivi de ces différents dossiers. La tentative d'assassinat avortée contre le député Boutros Harb a elle aussi été évoquée : Adwane et Gemayel ont notamment fait remarquer que le général Michel Aoun et le ministre Bassil n'ont pas pris contact avec le député Harb pour dénoncer cet attentat. Et de se demander : « Comment pourrait-on donc parler d'unité chrétienne ? »

Al Akhbar (11 juillet 2012)

Hyam Kosseifi

Le Liban–Nord est en passe de devenir une région autonome ayant sa spécificité propre. Les développements dans cette région du pays pourraient être lourds de conséquences pour le Courant du Futur et non seulement pour l’avenir du Liban. Le projet « sunnite modéré » de ce Courant est désormais sur la corde raide, compte tenu des surenchères qui s’en donnent à cœur joie dans la rue sunnite au Akkar et à Tripoli. Le Courant du Futur n’a plus le dernier mot dans ce qui se passe au Liban nord, écrit-elle d’ailleurs...

Al Hayat (Quotidien saoudien, 11 juillet 2012)

Le président Michel Sleiman a évoqué, pendant la séance du Conseil des ministres, lundi, le renforcement de la présence de l’armée au Akkar pour sécuriser les frontières libano–syriennes et y rétablir le calme en mettant fin aux violations militaires syriennes et en empêchant l’infiltration d’individus sur le sol syrien à partir de la zone en question. A cette fin, il a annoncé que le gouvernement envisageait sérieusement de faire appel à l’une des brigades de l’armée libanaise déployées au sud du Litani aux côtés de la Finul pour faire appliquer la résolution 1701, ou dans une autre région du pays.

Selon certains ministres, le président Sleiman a expliqué que le recours à une brigade actuellement présente au sud du Litani a déjà été débattu avec le commandement de la Finul, et que la question était à l’étude avec le commandant en chef de l’armée, le général Jean Kahwagi, pour établir le plan de renforcement de la présence de l’armée dans la zone frontalière limitrophe de la Syrie au nord.

Les ministres ont été pour la plupart surpris par cette annonce du président Sleiman, qui avait débattu du renforcement de la présence de l’armée au Akkar avec le Premier ministre Nagib Mikati et le commandement de l’Armée libanaise. Certains ministres ont dit redouter un vide sur le plan intérieur au cas où l’on déciderait de faire appel à l’une des brigades déployées en dehors du théâtre d’opérations au sud du Litani. D’autres se sont enquis de la position de la Finul au sujet d’un éventuel retrait d’une brigade de ce secteur. Le président Sleiman aurait par ailleurs de nouveau démenti les informations sur la présence de cinq camps militaires de l’opposition syrienne au Liban–Nord.

Ad Doyar (Quotidien libanais proche de la majorité, 13 juillet 2012)

Johnny Mnayyar

De nombreux spécialistes dans la région sont d'accord pour affirmer que les troubles qu'elle traverse actuellement sont dues à l'absence de vision claire de la part de l'administration états-unienne à son sujet. Les adversaires du président Obama utilisent d'ailleurs ce point contre lui, dans la campagne présidentielle en mettant l'accent sur « ses hésitations et sa faiblesse ». S'il y a peut-être du vrai dans ces accusations, il n'en reste pas moins que la complexité de la situation régionale fait qu'il est difficile de prendre des décisions, surtout si elles sont hâtives et pas assez étudiées. C'est surtout vrai depuis la décision d'envahir l'Irak qui a lamentablement échoué et qui a contraint les États-Unis à coopérer avec l'Iran en Irak, pour ne pas dire à livrer ce pays à l'Iran.

Ce qui est sûr, c'est que le flou dans la position états-unienne à l'égard de la Syrie pousse la Russie à peser de tout son poids dans ce dossier. La Russie cherche ainsi à avancer ses pions. Mais des milieux US proches des républicains affirment que cette situation ne devrait pas se prolonger au-delà du début de l'année prochaine, avec l'élection d'un nouveau locataire à la Maison-Blanche. A ce moment-là, une décision de créer un parapluie aérien dans le ciel syrien sera prise.

L'Orient-Le Jour (Quotidien francophone libanais proche du 14-Mars)

Elie Masbounji, Paris (13 juillet 2012)

Le président Michel Sleiman a clôturé hier sa visite en France par un dîner de travail à l'Élysée avec le président François Hollande. Les grandes lignes de cette réunion qui a commencé par un tête-à-tête entre les deux chefs d'État, à 19h50, ont porté essentiellement sur la situation au Liban et les incidences des affrontements en Syrie, ainsi que sur des questions bilatérales, dont l'aide militaire française à l'armée.

Après avoir réaffirmé le soutien le plus ferme de la France au Liban, à sa souveraineté, à son unité et à son intégrité territoriale, M. Hollande a écouté les explications de son hôte au sujet des grandes lignes de la politique libanaise face aux événements de la

région, notamment la volonté de garder le Liban à l'abri des dangereuses répercussions de la crise syrienne.

Plus tard, dans une déclaration aux journalistes dans la cour de l'Élysée, le président François Hollande a affirmé avoir fait part à son homologue libanais de « tout l'appui de la France dans ce moment difficile, compte tenu de ce qui se passe en Syrie ». « Nous apportons tout notre appui pour l'action qu'il (M. Sleiman) mène avec le gouvernement (libanais) pour l'unité, l'intégrité et le développement du Liban », a-t-il précisé, ajoutant que « la présence de la Finul est pour nous un moyen de témoigner au Liban ce soutien ».

Le président Hollande a ajouté qu'« il faut continuer la pression sur le régime syrien pour qu'il arrive à la solution politique qui est attendue ». « Je mesure ce que représente pour le Liban toute cette période puisqu'il y a de nombreux réfugiés qui viennent au Liban, des Syriens qui retrouvent leurs familles au Liban et qui s'installent » dans ce pays, « avec des risques pour l'économie libanaise qui ne peut pas faire face à cette charge supplémentaire, sans parler des troubles qui peuvent éventuellement naître de ce qui se produit en Syrie », a-t-il poursuivi. « Nous devons là encore appuyer tous les efforts du Liban pour préserver son indépendance et son intégrité dans ce moment-là », a-t-il ajouté.

Le président Hollande a évoqué la position de la Russie sur la crise syrienne. Selon lui, il faut « convaincre les Russes que rien n'est pire que le chaos et qu'en soutenant (le président syrien) Bachar el-Assad, le risque, c'est le chaos ».

« Donc, si on veut éviter qu'il y ait le désordre, la guerre civile en Syrie, tous les pays doivent permettre qu'il y ait cette transition politique et que Bachar el-Assad quitte le pouvoir et le laisse à un gouvernement de transition », a encore dit le président français.

À son tour, M. Sleiman a déclaré que l'important pour le Liban est que la crise syrienne ne déborde pas sur son territoire. Au cours d'un entretien à bâtons rompus avec un groupe de correspondants libanais et arabes à Paris, le président Sleiman a ensuite développé la position libanaise telle qu'elle a été expliquée aux responsables français lors de ses divers entretiens. Il a notamment souligné l'importance du déploiement de l'armée à la frontière libano-syrienne, affirmant que « cela constitue la meilleure parade à tout

danger provenant du côté syrien ». Partant de l'affirmation que la Syrie n'a pas le droit de violer la frontière libanaise sous quelque prétexte que ce soit, le président Sleiman a indiqué que l'armée « veille non seulement aux frontières mais à la sécurité aussi en s'assurant que les groupements armés de l'opposition syrienne ne se constituent pas en cellules ».

Il a par ailleurs déclaré qu'il a invité le ministre français de la Défense à effectuer une visite au Liban pour se rendre compte de la situation sur place, visiter la Finul et concrétiser la poursuite de l'aide militaire au Liban.

Le président Sleiman a ensuite martelé que le Liban, « à l'instar d'autres pays du monde, est contre toute intervention militaire étrangère en Syrie », estimant que « cela ne ferait qu'aggraver la situation et barrer le chemin à toute marche vers la démocratie, celle-ci devant être, selon lui, réalisée par un dialogue entre les Syriens eux-mêmes ». Toujours sur les événements de Syrie, le chef de l'État a estimé que la démocratie et la paix finiront par s'instaurer dans ce pays et que cela « sera tout à l'avantage du Liban et de la région ». Il a ajouté que « le Liban est l'ami de la Syrie et du peuple syrien qui décidera lui-même de son avenir ».

Évoquant sa récente tournée dans les pays du Golfe, Michel Sleiman a indiqué qu'il avait souligné devant ses interlocuteurs la nécessité de privilégier la solution politique en Syrie dans le cadre de l'instauration de la démocratie dans toute la région.

Le président de la République a affirmé que le Liban avait été invité à la récente conférence de Genève sur la Syrie mais qu'il avait préféré ne pas y participer.

M. Sleiman a par ailleurs assuré que le Liban n'est pas au bord de la guerre civile, comme certains le craignent. Il a cependant admis la présence de divisions profondes entre les Libanais sur des questions fondamentales, notamment le conflit en Syrie.

The Guardian (Quotidien britannique–13 juillet 2012)

Charlie Skelton

Qui se cache derrière ceux qui communiquent les informations sur la situation en Syrie aux médias du monde entier, ceux qu'on appelle « les témoins oculaires », « les spécialistes de la Syrie » ou encore « les militants pour la démocratie ». La presse internationale

qui raconte chaque jour l'histoire de la violence au quotidien et de la mort en Syrie n'a pas encore raconté l'histoire de ces personnes et ne s'est pas interrogé sur leurs connexions internationales. Or, la plupart d'entre eux sont des exilés syriens établis depuis longtemps à l'étranger et bénéficiant souvent de la nationalité du pays dans lequel ils se sont installés. De même, ils ont en général des liens étroits avec des centres de recherche US proches des néoconservateurs, dont ils reçoivent d'ailleurs des fonds.

Quelles sont leurs véritables motivations et sont-ils réellement indépendants. Ce qui forcément pourrait mettre en cause la crédibilité de leurs informations. Ils sont généralement les principaux défenseurs d'une intervention militaire en Syrie, comme ils l'étaient auparavant d'une intervention militaire en Irak et un peu partout des deux côtés de l'Atlantique.

Haaretz (Quotidien israélien, 9 juillet 2012)

Israël s'inquiète de la construction d'un centre touristique sur les berges libanaises du fleuve Hasbani. Un haut-gradé du commandement nord de l'armée israélienne explique que cette construction devra être minutieusement suivie car elle pourrait être utilisée pour détourner l'eau du Hasbani, qui fournit un quart des eaux du Jourdain. Il explique même que le centre pourrait servir de base de lancement d'attaques contre Israël.

Il y a plusieurs jours, une petite brigade de parachutistes effectuait une patrouille près de la frontière au cours de laquelle ils ont repéré des soldats de l'Armée libanaise qui armaient leurs fusils. Un des soldats israéliens, qui parle arabe, a entendu un ordre de déploiement. Les troupes israéliennes ont demandé des renforts qui se sont positionnés sur la zone, poussant les soldats libanais à se retirer.

Ces inquiétudes, Israël les a exprimés lors de la dernière rencontre tripartite à Naqoura regroupant Libanais et Israéliens sous l'égide de l'Onu.

Pierre Khalaf

Source
[New Orient News \(Liban\)](#)

Source : « La stratégie de résistance de la Syrie », par Pierre Khalaf, New Orient News (Liban), *Réseau Voltaire*, 16 juillet 2012, www.voltairenet.org/a175018

